



Conseil de sécurité

Débat public

La situation au Burundi The situation in Burundi

New York, le 24 janvier 2013

S.E. M. Paul Seger

Représentant permanent de la Suisse et Président de la Configuration spécifique de la Commission de Consolidation de la Paix sur le Burundi

Monsieur le Président,

En tant que président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix (CCP), je vous remercie de l'occasion qui m'est offerte de prendre la parole devant le Conseil de sécurité. Permettez-moi de remercier également le Représentant spécial du secrétaire général, M. Parfait Onanga-Anyanga, pour son exposé d'aujourd'hui et pour ses inlassables efforts en faveur du Burundi.

Mon intervention s'articulera autour des trois points suivants : tout d'abord, je récapitulerai brièvement les principaux messages de la Conférence des partenaires au développement du Burundi, qui s'est tenue à Genève les 29 et 30 octobre 2012, et la suite qui en a été donnée. J'évoquerai ensuite mon récent voyage à Bujumbura, du 14 au 16 janvier derniers, au cours duquel j'ai rencontré les principales parties prenantes, qui m'ont permis de me faire une idée de la situation actuelle dans le pays, de constater le suivi concret donné à la conférence de Genève et de discuter des perspectives de coopération de la CCP avec les autorités compétentes. Enfin, j'encouragerai le Conseil de sécurité, en tant que président de la formation Burundi de la CCP, de prolonger d'un an le mandat politique du BNUB, avec l'option de pouvoir le prolonger une nouvelle fois.

Monsieur le Président,

Je ne tarderai pas sur la conférence de Genève puisque, comme vous vous en souvenez certainement, j'ai déjà approfondi la question dans un courrier du 28 novembre 2012 adressé au Conseil de sécurité.

La conférence de Genève d'octobre dernier, dont le but était de promouvoir le Cadre Stratégique de Lutte contre la pauvreté (CSLP-II) de deuxième génération du Burundi, a été couronnée de succès. Cette rencontre a ainsi constitué une étape charnière vers le renforcement et l'institutionnalisation, sur la base du CSLP-II, du partenariat entre le gouvernement du Burundi et l'ensemble de ses partenaires internationaux, anciens et nouveaux. Ce regain de vigueur des partenariats s'explique par deux postulats : d'une part, la communauté internationale, par l'importance de son engagement financier et politique, a clairement pris acte des progrès considérables réalisés par le Burundi jusqu'à aujourd'hui. D'autre part, le gouvernement burundais, encouragé par ce gage de confiance de ses partenaires rassemblés à Genève, compte redoubler d'efforts pour mettre en œuvre les réformes politico-institutionnelles et socio-économiques qui s'imposent.

A ce propos, le Président Nkurunziza m'a fait part, lors de notre rendez-vous de mercredi dernier, de sa détermination à appliquer les engagements de Genève sur une base de réciprocité. A cet égard, je lui ai conseillé d'annoncer quelques mesures concrètes dans les semaines et mois à venir, afin de suivre ces engagements du côté burundais. Aussi, j'incite tous les donateurs à tenir leurs promesses et à continuer à soutenir le Burundi dans ses efforts de réforme.

Monsieur le Président,

La semaine dernière, du 14 au 16 janvier, je me suis rendu à Bujumbura, où j'ai rencontré les principaux représentants du gouvernement, dont le président, ainsi que des membres de tous les partis politiques, y compris de l'opposition extraparlamentaire. Je me suis également entretenu avec des acteurs de la société civile et du secteur privé, ainsi qu'avec le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), le président de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH), l'Office burundais des recettes (OBR) et des partenaires internationaux.

Comme je l'ai indiqué au début de mon intervention, l'objectif de ma visite était à la fois de discuter du tour à donner à l'engagement de la formation au Burundi et d'effectuer un suivi de la conférence de Genève. Dans l'esprit des conclusions de la conférence, j'ai proposé aux autorités gouvernementales de maintenir les deux facettes, politico-institutionnelle et socio-économique, de notre engagement, ce dernier aspect étant lié au suivi de Genève. Suite aux entretiens avec les représentants du Burundi, à New York et à Genève, force est de constater que le gouvernement souhaite que la formation Burundi de la CCP continue son accompagnement et son soutien jusqu'en 2015, ce que je considère très positif. Je réitère ma disponibilité de continuer à assister et conseiller le Burundi et j'agirai au mieux, afin de garantir le respect des promesses faites à Genève. De mes rencontres avec les acteurs compétents, j'ai appris que le gouvernement avait l'intention d'organiser dès avril des conférences

sectorielles sur les infrastructures (transports et électricité), le développement du secteur privé, la santé, la bonne gouvernance et l'environnement. Après avoir salué cette initiative du gouvernement, je lui ai recommandé d'apporter le plus grand soin à la préparation des conférences, même si cela exigeait de devoir les reporter. Fixer des priorités, cibler son public et identifier les attentes et les besoins concrets seront les conditions sine qua non du succès de ces conférences. La communauté internationale doit prêter main-forte au Burundi dans cette entreprise. Genève n'a été que la première étape, les difficultés de la concrétisation du CSLP-II ne font que commencer.

Au niveau politico-institutionnel, je conseille que la formation Burundi continue à concentrer ses efforts sur les dimensions de coopération d'avant, à savoir : le traitement du passé (réconciliation nationale et justice transitionnelle), l'élargissement de l'espace politique et de la culture démocratique (dialogue politique, retour des opposants en exil, élections 2015), l'état de droit (droits de l'homme et réforme de la justice) et la bonne gouvernance (lutte contre la corruption et promotion de la transparence). Dans tous ces domaines, la Commission de consolidation de la paix peut offrir une importante plate-forme de dialogue et d'échanges et ainsi soutenir les efforts d'autres acteurs tels le BNUB ou le PNUD. Le renforcement d'institutions importantes, telles que la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH) ou le ministère chargé de la bonne gouvernance, qui font un travail formidable, représente également un facteur crucial.

Des progrès au sein de ces quatre domaines sont nécessaires et indispensables. Cette année s'avèrera décisive pour la consolidation de la paix en vue des élections de 2015. Un climat inclusif et ouvert sera crucial pour le retour vers une vraie démocratie à plusieurs partis. Le succès du processus électoral dépendra de l'opposition et du gouvernement, tous doivent y contribuer. A Bujumbura, j'ai ressenti un réel intérêt des deux côtés à ne pas répéter les erreurs de 2010. Les représentants gouvernementaux ont souligné qu'ils souhaitent avoir une vraie compétition en 2015 et l'opposition extra-parlementaire est motivée à participer, réalisant toutefois, qu'à ce stade, une victoire en 2015 est illusoire, fixant par conséquent la participation aux élections dans une perspective à long terme. Ces développements sont très positifs, mais des risques persistent ; maintenir et élargir le dialogue politique entre le gouvernement et l'opposition extra-parlementaire sera clé pour les éviter. Similairement, le processus du traitement du passé est aussi critique ; le Burundi lui-même devra définir ses modalités. Néanmoins, j'exhorte le gouvernement à être particulièrement sensible aux avis de la société burundaise quant à ces questions.

J'ai l'intention de communiquer ces priorités au ministre des affaires étrangères, Son Excellence Laurent Kavakure, dans un courrier formel. Si cette procédure convient au Burundi, ma lettre et sa réponse pourraient par la suite constituer la base des engagements mutuels entre cette formation de la CCP et le Burundi. Ce texte remplacera alors notre « Outcome Document », devenu alors obsolète, puisqu'à partir de juin 2013, l'ensemble du processus d'examen relatif à la consolidation de la paix sera intégré dans le suivi et l'évaluation du premier pilier du CSLP-II.

Monsieur le Président,

Ma visite de la semaine dernière a également marqué une étape importante pour l'extension des partenariats de la Commission de consolidation de la paix à d'autres acteurs compétents, notamment, comme l'a souligné le Conseil de sécurité, aux institutions financières internationales. Forts du succès de la conférence de Genève, le directeur régional de la Banque mondiale, M. Philippe Dongier, et moi-même avons rencontré ensemble des représentants haut placés du gouvernement burundais, notamment le président et le deuxième vice-président. Nous leur avons expliqué que le développement socio-économique était indissociable des progrès politiques et institutionnels, qui constituent l'essence du travail de la Commission de consolidation de la paix. A l'avenir, nous envisageons de continuer à multiplier les partenariats. Dans cette optique, je me suis aussi rendu à Nairobi pour m'entretenir avec le directeur du Centre mondial sur les conflits, la sécurité et le développement de la Banque mondiale, M. Joel Hellman.

Monsieur le Président,

Le moment est venu de passer à mon troisième point. L'efficacité de mon travail en tant que président de la formation Burundi est dans une large mesure tributaire du rôle du RSSG et de son équipe. La collaboration avec le BNUB, par exemple, a été essentielle à la réussite de la conférence de Genève. Pour les partenaires bilatéraux et multilatéraux, le BNUB représente une garantie institutionnelle que leur argent sera dépensé à bon escient. J'ai également communiqué ce message au président lui-même. En conséquence, le maintien de la présence du BNUB sur le terrain m'apparaît essentiel. Je suis conscient que le gouvernement du Burundi souhaite que le mandat soit prolongé d'un an, avant la constitution d'une équipe de pays. Bien entendu, cette décision est du ressort du Conseil de sécurité. En ce qui me concerne, et ce même message m'a été clairement transmis par tous les membres du comité de pilotage, je suis un fervent défenseur du maintien de la présence du BNUB, idéalement jusqu'en 2015. Nous savons tous que la question du Burundi n'est pas l'une des préoccupations majeures du Conseil de sécurité. Mais ces pays « silencieux » sont souvent ceux qui s'en sortent le mieux. Ne mettons donc pas cette chance en péril en nous retirant trop tôt.

Si le gouvernement burundais sent une certaine malaise par rapport à une présence prolongée du BNUB et partage le sentiment qu'étant à l'agenda du Conseil de sécurité pourrait créer l'impression que le Burundi n'est pas un pays « normal », alors permettez-moi de dire ceci : la seule chose que l'on pourrait qualifier d'« anormale » au Burundi, ce sont les progrès stupéfiants réalisés par ce pays en si peu de temps. Le fait que l'on parle du Burundi au Conseil de sécurité n'en donne pas une image négative. Bien au contraire, c'est un élément de plus dans l'histoire de sa réussite.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de conclure par un appel urgent à tous les donateurs ici présents. Vu son environnement économique et financier difficile, le Burundi risque de rencontrer des problèmes

considérables pour couvrir ses dépenses budgétaires, même les plus essentielles. Cette préoccupation m'a non seulement été présentée par le gouvernement, mais également par des partenaires internationaux. J'appelle donc tous les donateurs à envisager sérieusement d'augmenter la partie de leurs aides au développement sous la forme d'un financement budgétaire.

Monsieur le Président, je vous remercie et reste à la disposition du Conseil pour toute autre question.

Unofficial translation

Mr. President,

I thank you for this opportunity to brief the Security Council in my capacity of Chair of the Burundi Configuration of the Peacebuilding Commission (PBC). Let me also at the outset thank the Special Representative of the Secretary General, Mr. Parfait Onanga-Anyanga, for his briefing here today and his relentless efforts in assisting Burundi.

I would like to structure my remarks around the following three points: First, I will shortly recapitulate the main messages of the Burundi Partners' Conference, which took place in Geneva on October 29-30, 2012 and its aftermath. Second, I will brief you about my most recent trip to Bujumbura which took place from 14-16 January and where I met with a wide array of stakeholders mainly to get an update on the general situation in the country, to see for myself how the follow-up process to the Geneva Conference is unfolding and to discuss future PBC engagement with the relevant authorities. Third, I would like as President of the PBC's Burundi Configuration to encourage the Security Council to extend the political mandate of BNUB for another year with the option of prolonging it beyond that.

Mr. President,

I will try to limit my remarks on the Geneva Conference to a minimum. As you will certainly remember I already briefed the Security Council extensively on this matter in form of a letter sent on November 28, 2012.

Having the goal of promoting Burundi's second-generation Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP-II), the Geneva meeting at the end of October 2012 was a success. As such, the conference marked a new phase in a strengthened and institutionalized partnership between the government of Burundi and its international partners, traditional and new ones, based on the PRSP-II. This reinvigorated partnership rests on two assumptions. On the one hand, the international community through its strong financial and political commitment clearly acknowledged the far-reaching and impressive progress achieved by Burundi so far. On the other hand, this sign of trust shown by the partners that were present in Geneva should encourage the Burundian government to double its efforts to implement much needed reforms in both the politico-institutional and the socio-economical spheres.

In fact, during my meeting with President Nkurunziza in Bujumbura last Wednesday I was encouraged by the President's message that he regarded the commitments of Geneva as reciprocal. I recommended to him to announce a number of concrete steps during the next weeks and months to follow up on Burundi's engagement. At the same time I ask all donors to follow-up on their pledges as well and continue to support Burundi in its reform efforts.

Mr. President,

I visited Bujumbura last week from 14-16 January where I met with the main governmental representatives – including the President –, representatives of all political parties – including the extra-parliamentary opposition –, civil society, the private sector, the President of the Independent National Electoral Commission (CENI), the President of the Independent National Human Rights Commission (CNIDH), the Burundian Tax Authority (OBR) and international partners.

The main purpose of my visit as I mentioned at the beginning of my briefing was to discuss the future steps of the Configuration's engagement with Burundi, including the follow-up process to Geneva. Building on the dynamic of the Conference I proposed to the governmental authorities to continue with our double track approach, meaning, engagement in both the politico-institutional, as well as the socio-economic fields. The latter relates to the Geneva follow-up. From the conversations I held with representatives of Burundi, both in New York and Geneva, I gather that the government wishes that the Burundi Configuration of the PBC continues its accompaniment and support until 2015 which I consider to be very positive. I reiterate my willingness to continue advocating and counseling Burundi and I will try to do my best to ensure that the pledges made in Geneva will be kept. I am ready to assist them in this endeavor as much as possible. From my meetings with the relevant stakeholders I learned that the government, already starting in April, intends to organize so-called sector-specific conferences on infrastructure (transportation and electricity), development of the private sector, health, good governance and environment. While I welcomed these plans I urged them to prepare the conferences with utmost care even at the prize of having to postpone them. Setting priorities, defining the concrete needs and expectations and target the right audience will all be crucial aspects for the success of the conferences. The international community must lend its helping hand in this regard. Geneva was only the first step, the tricky part of implementing the PRSP-II starts only now!

Regarding the politico-institutional sphere I recommend concentrating the Configuration's efforts upon the areas we already have been cooperating with Burundi: dealing with the past (i.e. national reconciliation and transitional justice), widening of the political space and the democratic culture (i.e. political dialogue, return of exiled opposition leaders and elections 2015), rule of law (i.e. human rights and reform of the justice sector) and good governance (i.e. fight against corruption and promoting transparency). In all these areas the PBC can constitute an important platform for dialogue and exchange and thus support the efforts of other actors like BNUB or UNDP. The strengthening of important institutions like for example the Human Rights Commission (CNIDH) or the Ministry of Good Governance, which are doing terrific work, is also a crucial factor.

Further progress in this four dimensions is needed and indispensable. This year will prove decisive for the consolidation of peace in view of the 2015 elections. Inclusivity will be crucial for the return to a true multiparty democracy. The success of the electoral process depends on both the opposition and the government, all have to contribute. In Bujumbura I sensed that there appears to be a genuine interest from all sides not to repeat the errors of 2010. Government representatives acknowledged that they wanted real competition in 2015 and the extra-parliamentary opposition is keen on participating while at the same time realizing that at this stage victory in 2015 amounts to wishful thinking, putting participation in the elections rather in a long-term perspective. This is very positive, but disruptive risks still exist, upholding the political dialogue between the government and the extra-parliamentary opposition will be key in mitigating them. Similarly, the process of dealing with the past is a very critical one. I understand that it is up to Burundi itself to decide how it wants to shape it. Nevertheless, I urge the government to be most sensitive to the wishes of the Burundian society as a whole in this matter and address their concerns to the best possible extent.

I intend to communicate these priorities to the Minister of Foreign Affairs, His Excellency Laurent Kavakure, in a formal letter. If this procedure is agreeable to Burundi my letter and his ensuing reply could henceforth form the basis of mutual commitments between the PBC Configuration and Burundi and replace the so-called "Outcome Document", which after having agreed to incorporate all peacebuilding review process from June 2013 onwards in the monitoring and evaluation structure of the first pillar of the PRSP-II becomes redundant.

Mr. President,

Last week's visit also marked a further important step in expanding the PBC's partnership with other relevant peacebuilding actors, especially, as it has been emphasized by this Council, with the International Financial Institutions (IFIs). Building on the success of the Geneva Conference Mr. Philippe Dongier, Regional Director of the World Bank, and I visited high-ranking government officials together, including the President and the Second Vice-President. With this step we clearly conveyed the message that socio-economical development is inseparably linked to progress in the politico-institutional field, the essence of the PBC's work. We envisage to increasing our cooperation even further in the future. To underline our commitment in this regard I also traveled to Nairobi to meet with the Director of the World Bank's Global Center on Conflict, Security and Development, Mr. Joel Hellman.

Mr. President,

Let me now turn to my third point. The effectiveness of my work as Chair of the Burundi Configuration is by a large extent based on the role of the SRSG and his team. The collaboration with BNUB has, for example, been key for the success of Geneva. For bilateral and multilateral partners BNUB represents something like an institutional guarantee that their money is well spent. I have also conveyed this message to the President himself. Consequently, a continued presence of BNUB on the ground, from

my point of view, is crucial. I am aware that the government of Burundi has expressed its wish for the extension of the mandate for another year followed by the subsequent transformation into a Country Team. The decision, of course, has to be taken by the Security Council. I – and this message has also been delivered to me by all Steering Group members – would strongly argue for a sustained BNUB presence, ideally until 2015. We all know Burundi is not in the immediate focus of the Security Council. But it is often these “silent countries” that represent the true success stories. Let us not jeopardize this opportunity by prematurely withdrawing our attention.

If the Burundian government should sense a certain unease about a prolonged political presence of BNUB and have the feeling that being on the Security Council's agenda may create the impression that Burundi is not a “normal” country, let me answer this: the only “abnormality” regarding Burundi is the impressive progress it has achieved in such little time. Being on the Council's agenda doesn't give the country a negative connotation; to the contrary, I regard it as an integral part of its success story.

Mr. President,

Let me conclude with an urgent appeal to all donors present here today. Burundi risks facing considerable problems in meeting even the most basic budgetary expenses due to the difficult economical and financial environment. This concern has not only been brought to my attention by the government but also by various international partners. I therefore urge all donors to seriously consider deploying their development assistance, at least parts of it, in the form of budgetary support. For Burundi, this is an important lifeline and a factor for consolidating peace and stability.

I thank you Mr. President and I remain at the Council's disposal for any further inquiries.